

# LA LETTRE

## du Collectif Paix et Vérité

### ÉDITORIAL

Après avoir décidé de refuser les propositions de Camp David il y a deux ans, Arafat lançait son peuple dans des affrontements armés avec les policiers et les militaires israéliens. C'étaient les premières flammes de l'Intifada Al Aqsa.

Son analyse de la situation, si jamais il y en avait une, devait être à peu près la suivante :

- les concessions de Barak, son retrait précipité du Sud Liban et la force des pacifistes témoignent d'une grande fragilité de la société israélienne. Les israéliens désirent à ce point la paix qu'ils sont en voie d'accepter toutes les concessions, comme le retour des réfugiés palestiniens. Ces concessions modifieraient la composition démographique et politique de l'État Juif qui se transformerait à terme en un état bi national, dernière étape avant la réintégration dans le Dar Al Islam ;

- l'autre talon d'Achille d'Israël, paradoxalement, c'est sa force militaire. Des événements hyper médiatisés, comme la confrontation de la foule arabe pauvre et désarmée avec la machine militaire israélienne, la mort d'enfants, produiraient un tel mouvement international d'indignation, qu'un processus similaire à l'épisode du Kosovo deviendrait possible. Sous la pression de l'opinion, les gouvernements occidentaux pourraient envoyer une force d'interposition qui imposerait de fait à l'État d'Israël un état palestinien non négocié.

- L'action sur l'opinion occidentale, européenne et américaine, via les médias, est le point décisif de cette stratégie. Il fallait engager et mener, en même temps que des opérations militaires, un combat idéologique et médiatique propre à assurer l'isolement d'Israël, sa délégi-

(Suite page 2)

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

paixetverite@online.fr

### SOMMAIRE

#### Éditorial

**Les dirigeants palestiniens qui font l'aveu que l'Intifada armée fut une erreur**

**Sohieb Ben Scheik mélange les genres**

**Les mises en scènes médiatiques de l'Autorité Palestinienne**

**Élie Barnavi, l'interview de trop**

**L'horizon politique d'Israël selon Ariel Sharon**

**Les dirigeants palestiniens de l'Intifada font plutôt sauter les enfants des autres**

**L'Intifada, un conflit alimenté par le monde arabo-musulman**

**Le Projet du Collectif paix et Vérité**

### LES DIRIGEANTS PALESTINIENS QUI FONT L'AVEU QUE L'INTIFADA ARMÉE FUT UNE ERREUR

On parle de moins en moins, dans les milieux palestiniens de l'Intifada déclenchée par la visite de Ariel Sharon, le 28 septembre 2000 sur le Mont du Temple. Dès le mois de Mars 2001, Imad Faludji, le ministre palestinien de la communication déclarait : « l'Intifada contre les Israéliens a été planifiée depuis le sommet de Camp David, qui a échoué en juillet 2000 ». Il ajouta que « cela serait une erreur que de croire que la raison de l'irruption de l'Intifada était la visite de Sharon sur l'esplanade des mosquées... Cela a été planifié depuis le retour d'Arafat de Camp David, où il a refusé les propositions de Clinton. " (Associated Press 2/3/2001). L'évidence de l'initiative palestinienne dans le déclenchement de l'Intifada n'est pas partagée par la télévision (FR3 s'accroche la thèse de la visite de Sharon sur le Mont du Temple), par la presse française, chez les

post staliniens du Monde Diplomatique ou de Politis où la désinformation perdurera jusqu'à la fin des temps.

Des dirigeants palestiniens de haut niveau, du premier cercle autour d'Arafat, osent à présent dire tout haut que l'Intifada armée fut une erreur et qu'Arafat porte la responsabilité de son déclenchement.

Ces déclarations établissent plusieurs faits :

- ♦ C'est bien l'Autorité palestinienne qui a déclenché l'Intifada, et non pas « le désespoir du peuple », « les frustrations accumulées », « l'absence d'horizon politique », « les violences israéliennes », etc., toutes explications dont on a rebattu à l'envi les oreilles du bon peuple de France, des téléspectateurs, auditeurs et lecteurs ;

(Suite page 2)

timisation comme démocratie moderne, et désirant la paix, pour ouvrir la voie à une intervention étrangère.

Ce plan a été mené avec beaucoup d'énergie, de ruse et à certains égards d'efficacité. Depuis deux ans, conformément aux prévisions d'Arafat, le conflit israélo-arabe a envahi les médias occidentaux, en particulier les médias français. Deux ans qui ne furent qu'un déferlement d'images, de commentaires, d'analyses, d'indignations, de désinformations. Le martèlement d'un message unique : l'État d'Israël est un occupant colonial qui usurpe une terre, qui foule aux pieds les droits des palestiniens, qui fait de l'humiliation et de la violence une norme de gouvernement, c'est le nouvel État nazi.

Mais la situation a radicalement changé.

L'épreuve de la guerre a révélé, au cœur de la société israélienne des ressources morales, une unité et un ressort imprévus. En quelque mois, elle a su trouver en son sein une direction politique d'une trempe exceptionnelle - l'équipe de Ariel Sharon - qui a renversé le cours des événements.

A la place de l'effondrement moral Arafat a trouvé un Israël uni et rempli d'une énergie retrouvée ;

A la place d'une défense paralysée par la pression internationale Arafat est face à des forces armées disposant d'une liberté stratégique et tactique qui leur permet de traquer les terroristes au cœur des zones autonomes où ils se croyaient à l'abri. Le plus grand succès de l'équipe Sharon, c'est d'avoir su reprendre pour le compte d'Israël, l'initiative stratégique qu'Arafat était parvenu à lui retirer ;

A la place de l'isolement international d'Israël Arafat a trouvé un adversaire fort d'une alliance américaine solide tandis que ses appuis européens - avant tout français - qui visaient invariablement à ligoter Israël et à lui retirer son droit de se défendre, étaient peu à peu paralysés ;

Et l'Autorité Palestinienne est apparue de plus en plus clairement comme une instance incompétente, rongée par la corruption, aux mains d'un autocrate sénescant, lourdement impliquée dans les assassinats de civils, le sacri-

fice de sa propre jeunesse et la diffusion d'un islamisme moyenâgeux. Au point que des voix commencent à s'élever en son sein pour un retour à la raison.

L'affaire est loin d'être emportée. L'affrontement va durer encore un certain temps ; il sera cruel pour tous les peuples en présence.

Il nous est possible, en France et en Europe, de peser dans le sens de l'apaisement, de la paix, du retour au règlement politique des différends et des conflits d'intérêt.

Comment ?

Tout simplement en éclairant l'opinion sur les véritables intérêts en

présence, sur les objectifs et les méthodes réels des parties en conflit. En démontrant, par le combat des idées et les analyses, les effets déplorables de la politique « arabe » de la France, cet alignement sur le consensus des régimes les plus rétrogrades de la planète. Effets déplorables sur la situation au Proche Orient mais aussi sur les intérêts enfin compris de la France, sur son image et sa capacité d'influencer le cours des affaires du monde.

C'est l'objet de cette mince feuille, au nom du principe que les petits ruisseaux font un jour les grandes rivières.

## LES DIRIGEANTS PALESTINIENS QUI FONT L'AVEU ...

(Suite de la page 1)

♦ Israël n'a fait que se défendre face à une agression multiforme, extrêmement violente, qui a mis en avant les enfants avant de les remplacer par des adolescents poussés au suicide meurtrier ;

♦ C'est cette erreur stratégique de l'Autorité Palestinienne qui a contraint Israël à mettre en place une série d'entraves à la circulation des personnes qui paralysent aujourd'hui le fonctionnement de la société palestinienne, tout comme l'Intifada a infligé des dommages économiques considérables aux israéliens. La chute préoccupante du niveau de vie des palestiniens renvoie aux erreurs de leurs chefs et non à « un plaisir de nuire » d'Israël ;

♦ C'est le recours à la violence et au terrorisme de l'Autorité Palestinienne et de ses forces de sécurité qui ont donné une impulsion nouvelle aux islamistes du Hamas, du Jihad Islamique ou du FPLP et non de sombres combinaisons imputées au gouvernement Sharon. La première mesure que prit d'ailleurs à l'époque Arafat fut d'élargir les détenus du Hamas qui logeaient encore dans ses prisons.

Les déclarations de Jibril Rajoub, méritent une attention toute particulière : l'ancien chef tout puissant de la sécurité palestinienne en CisJordanie reconnaît que les Palestiniens, sous l'égide de l'Autori-

té Palestinienne, ont :

- ♦ perpétrés des attaques contre les civils en Israël ;
- ♦ utilisé les zones autonomes Palestiniennes comme des bases de repli pour les groupes armés ;
- ♦ utilisé les services de sécurité palestiniens dans ces opérations.

Ce sont là des violations remarquables des accords d'Oslo (de la légalité internationale chère aux dialecticiens de la « cause »), les zones autonomes devant impérativement être expurgées du terrorisme. La militarisation des zones autonomes est aussi la meilleure justification des opérations israéliennes actuelles qui visent à réduire les nids terroristes actifs que décrit bien Rajoub. Enfin, l'aveu de la participation des forces de sécurité d'Arafat aux opérations de l'Intifada confirme les accusations d'Israël de collusion d'Arafat avec le terrorisme.

Les extraits suivants illustrent cette analyse :

**Nabil Amr, ancien ministre des affaires parlementaires, adresse une lettre critique à Arafat : Extrait d'une dépêche Associated Press du 4 Septembre 2002**

JERUSALEM (AP) - Dans un rare acte de critique public, un ancien membre du cabinet de l'Autorité palestinienne a

(Suite page 3)

(Suite de la page 2)

adressé une lettre à Yasser Arafat dans laquelle il souligne que les Palestiniens ont raté une occasion historique exceptionnelle il y a deux ans, en rejetant l'accord de paix proposé par le président américain Bill Clinton.

Ministre des Affaires parlementaires démissionnaire, **Nabil Amr** a également appelé à mettre fin à la corruption au sein de l'Autorité palestinienne, aux attentats-suicides et à ouvrir le débat dans la société palestinienne.

"N'avons-nous pas envoyé de la boue au visage de Bill Clinton, qui avait osé proposer un État avec quelques ajustements?", s'interroge cet ancien responsable dans une lettre publiée par le journal "**Al-Hayat al-Jadidah**", qui reflète généralement le point de vue de l'Autorité palestinienne.

"Sommes-nous honnêtes avec ce que nous avons fait? Avons-nous eu raison? Non. Après deux années de violence, nous demandons maintenant ce que nous avons refusé", déplore-t-il.

La critique publique de Yasser Arafat reste rare chez les Palestiniens et ce texte de Amr apparaît alors que l'Autorité palestinienne est soumise à de nombreuses pressions pour qu'elle se réforme.

"Qu'avons-nous fait avec le Conseil législatif palestinien? Qu'avons-nous fait avec le système judiciaire? Qu'avons-nous fait avec l'argent? Qu'avons-nous fait avec l'administration", demande-t-il.

---

**Ahmed Qureia, président du Parlement palestinien appelle à réexaminer l'Intifada**  
*Extrait d'une dépêche Associated Press du 29 Septembre 2002*

JERUSALEM (AP) - L'Intifada, le sanglant soulèvement palestinien contre Israël, a fêté ses deux ans. A cette occasion, **le président du Conseil législatif palestinien (CLP) exhorte les siens à changer de tactique et de tourner totalement le dos à la violence**, dans un document rendu public dimanche.

Ce texte d'Ahmed Qureia semble répercuter un sentiment croissant parmi les Palestiniens modérés: **la violence anti-Israélienne est contreproductive pour la cause défendue.**

"Nous exhortons toutes les factions et l'Autorité palestinienne à effectuer une réévaluation sérieuses, complète et responsable du processus de l'Intifada, pour améliorer ses réalisations et se débarrasser de tous ses impacts négatifs", poursuit-il dans ce texte, publié par le quotidien palestinien "Al Ayyam".

En deux ans, la succession d'attentats-suicide et autres attaques, et la répression israélienne qui s'en est suivie, ont plongé les territoires palestiniens, désormais réoccupés en grande partie, soumis au couvre-feu, au bouclage, dans une misère profonde. Et les espoirs de paix et d'indépendance ont été reportés à plus tard, alors qu'Israël accuse le président de l'Autorité palestinienne Yasser Arafat de ne rien faire contre le terrorisme.

Qureia, un des principaux négociateurs et architectes des accords d'Oslo de 1993 qui ont permis à Arafat de

rentrer d'exil et à l'Autorité palestinienne, est considéré comme un modéré, et hautement respecté par Israël et les États-Unis.

Nombre de membres du CLP ont dit ne pas avoir connaissance à l'avance de ce texte, pourtant publié en leur nom, mais beaucoup aussi y ont totalement adhéré.

Selon le député du Fatah Hatem Abdel Khader, le document de Qureia n'appelle pas à la fin de l'Intifada, mais à un changement de cap. Et de poser la question: "Les attentats qui tuent des civils en Israël apportent-ils un quelconque bénéfice aux Palestiniens". Avant de juger qu'il fallait limiter le combat palestinien à la Cisjordanie et à Gaza.

Pour Husam Khader, autre membre du Fatah, "les attentats-suicide font un tort considérable à notre image" et paralysent le camp de la paix en Israël.

---

**Interview de Jibril Rajoub, ancien chef de la sécurité palestinienne pour la CisJordanie**  
*Le Monde du 29 Septembre 2002*

**« Le Monde : Les Palestiniens n'ont-ils pourtant pas commis des erreurs qu'ils commencent à reconnaître ?**

**Jibril Rajoub** : « J'ai toujours pensé que l'Intifada s'est imposée à nous. Elle a été une sorte de nécessité, un moyen pour faire passer un message et pour exprimer une colère et une frustration, pour pousser la communauté internationale à prendre ses responsabilités. Mais j'ai toujours pensé également que quatre lignes rouges ne devaient pas être franchies : les opérations militaires contre des civils en Israël ; la militarisation de ce mouvement, qui était au départ un mouvement populaire ; l'usage des zones autonomes palestiniennes comme base de repli pour les groupes armés ; la participation de membres des services de sécurité palestiniens à ces opérations. »

---

**Abou Mazen, numéro 2 de l'O.L.P. « C'est la plus grande erreur que nous ayons faite »**  
*1<sup>o</sup> Octobre 2002 Yediyot Aharonot., page 3*

« Dans une interview à la chaîne de télévision libanaise L.B.C., Abou Mazen, le N<sup>o</sup> 2 de l'OLP et de Yasser Arafat a fait avant-hier un examen de conscience, publiquement et en arabe, concernant la lutte des Palestiniens depuis 2 ans. Pour l'essentiel, il a fait valoir que le choix du terrorisme pour combattre Israël a été une grave erreur et a entraîné des conséquences destructrices pour le peuple palestinien.

(...) Après une description détaillée et argumentée du prix économique, social et politique très lourd payé par les Palestiniens, le passage le plus remarquable de l'intervention d'Abou Mazen est le suivant : « Nous sommes incapables de combattre Israël. L'État juif est plus puissant que tous les États arabes réunis. Qui sommes-nous pour nous mesurer à lui ? Les pierres sont préférables. Mieux vaut un soulèvement populaire par des moyens pacifiques, qui exprimera la volonté du peuple, et il ne fait pas de doute que nous aurions reçu le soutien d'une partie du peuple israélien »

## SOHIEB BEN SCHEIK MÉLANGE LES GENRES

Peut-on, dans une république laïque comme la France, mélanger sans vergogne le spirituel et le temporel ?

Lors de la manifestation « internationale » anti israélienne, organisée à l'appel de la C.A.P.J. P.O., des anti mondialistes, des Verts et de l'ultra gauche pour célébrer le second anniversaire de l'Intifada, fin septembre à Marseille, Sohieb Ben Scheik, le Mufti de Marseille a tenu des propos condamnant « le gouvernement sanguinaire d'Israël ».

Un homme de foi peut-il faire l'économie de l'objectivité et ne pas condamner également les actes « sanguinaires » perpétrés par les palestiniens quand ils jettent leurs

bombes humaines sur les civils israéliens, femmes, enfants, vieillards, tous innocents ?

Un autre homme d'église, Mgr Gaillot, annoncé comme participant, avait eu la sagesse, lui, de renoncer au déplacement.

Malheureusement pour M. le Mufti, il fut constaté lors de cette manifestation, à la fois par les observateurs présents et par les journalistes du journal local, La Provence, que fort peu de musulmans de Marseille s'étaient mobilisés à cet appel. Faisant preuve de maturité, ils avaient probablement jugé que cette manifestation était trop politisée par une extrême gauche en recherche de thèmes mobilisateurs. Et ce fut une excellente

chose pour cette ville qui a su maintenir, malgré les odieux attentats du printemps dernier, la coexistence pacifique entre les citoyens de confession juive et les musulmans issus de l'immigration maghrébine. Cela fait honneur à l'action de MARSEILLE ESPÉ- RANCE, association citoyenne à laquelle adhère pourtant M. le Mufti !

Si il est légitime qu'un homme d'Église s'exprime en faveur des droits de l'homme, il est parfaitement contestable qu'il prenne parti lors d'une manifestation faisant appel au boycott d'un pays étranger.

## LES MISES EN SCÈNES MÉDIATIQUES DE L'AUTORITÉ PALESTINIENNE

*Extrait de « Nous sommes des êtres humains adultes » par Sami El-Soudi (\*) à Jérusalem le 09 Octobre 2002.*

« L'exagération mise en scène de nos souffrances est ainsi devenue un mode de comportement dans notre civilisation. Elle compte des acteurs vedettes, censés avoir été blessés à de nombreuses reprises par les forces de l'occupant, s'être échappés de ses prisons et avoir repris le combat sacré. Dans les faits, ces personnages de propagande n'ont jamais participé à la moindre bataille avec les Israéliens et la création de leurs rôles n'a eu pour but que d'exacerber le nationalisme et de prouver le soi disant bien fondé de l'organisation des scénarios des massacres virtuels.

Je n'ai pas participé aux enquêtes spécifiques relatives à l'affaire A-Dura et je m'abstiendrai donc d'en parler. Ceci dit, il faut quand même que vous sachiez que nos organes officiels ont fait état de 300 morts et blessés pour le jour ou le petit Mohammad aurait été tué, ce dans la seule région du carrefour de Netzarim. Pour saisir ce dont je parle, et après m'être dûment renseigné à ce propos, je suis en mesure d'affirmer, qu'en réalité, un Palestinien qui attaquait la position tenue par les juifs a été abattu ce jour-là par un sniper et que cinq ou sept autres ont été blessés de diverses façons, la plupart de manière superficielle.

J'ajoute que ce sont des Palestiniens armés qui ont attaqué, à l'arme automatique et au cocktail Molotov, la position de l'armée sur le carrefour et qu'on n'a observé, ce jour-là, aucune initiative militaire des Israéliens à cet endroit. Les combattants qui ont réellement attaqué la position israélienne étaient au nombre d'une quinzaine tout au plus. Quelques dizaines d'autres personnes armées tiraient en l'air pour donner l'impression d'une véritable bataille, lorsque ça n'était pas au-dessus de la foule. Ils généraient ainsi des mouvements de panique à l'aspect photogénique. Ils étaient entourés de centaines de manifestants et de

personnes désœuvrées, et surtout, de plusieurs de ces réalisateurs de scènes d'horreur construites, qui ont savamment organisé une ambiance d'émeute, afin de créer l'atmosphère nécessaire à leur tâche. La plupart de ces scènes ont été tournées à quelques centaines de mètres de la position de Tshal mais sur des emplacements hors de portée des tirs des soldats.

La plupart des caméramans sur place étaient palestiniens, nombre d'entre eux travaillant pour des chaînes de TV internationales. Ceux-ci participent volontiers à la mascarade, en filmant les mises en scène, croyant ainsi participer à une action patriotique. Autour d'eux, lorsqu'une scène était réussie, les badauds riaient et applaudissaient en signe de satisfaction. Bien entendu, des heures de pellicule ont été tournées ce jour-là et je crains, pour l'image de mon peuple, qu'elles n'aient été récupérées par Nahum Shahaf et ses enquêteurs et que ce dont je parle ne s'affiche prochainement sur les écrans d'Amérique et d'Europe.

Autre fait marquant autour de ces émeutes, pour une raison que je ne maîtrise pas encore, alors que le film de la chaîne française, repris par les télévisions occidentales appelaient la victime Mohammad A-Dura, durant au moins une semaine, la télévision palestinienne et les chaînes arabes l'appelaient Rami A-Dura, appelant à la vengeance de son sang. Ça n'est qu'ensuite, que nos médias ont emboîté le pas des occidentaux et se sont mis à appeler la jeune victime du prénom de Mohammad...

Au cœur du problème, il y a que ces mises en scène remplacent la discussion de fond sur l'avenir de cette région et de ses habitants et qu'à chaque fois que les supercherries audiovisuelles ou médiatiques éclatent au grand jour, nous apparaissions tel un peuple de polichinelles, dénué de parole et de dignité nationale.

(\*) Sami El-Soudi est un journaliste palestinien

## ÉLIE BARNAVI, L'INTERVIEW DE TROP

Rédaction de Objectif-Info 03 Octobre 2002

L'interview que l'ambassadeur d'Israël Élie Barnavi a donné ce jour au Nouvel Observateur, au moment de quitter son poste à Paris, laisse une impression mitigée, plutôt amère. S'il va présenter avec talent des points de vue solides sur des questions aussi sensibles que l'origine de la violence dans le conflit israélo-palestinien ou le comportement d'Arafat, Élie Barnavi fera preuve sur de nombreux autres sujets d'un amateurisme qui laisse songeur. Il a quand même été, jusqu'à ces derniers jours, l'ambassadeur d'une grande démocratie, en poste dans une des capitales les plus prestigieuses. Le niveau de l'interviewer, ici Jean Daniel, est consternant. L'indigence étalée par son éditorialiste dans un journal lu par plusieurs centaines de milliers de français donne à réfléchir sur l'état présent de la presse nationale. Mais la misère du questionnement ne saurait justifier les dérapages de l'ancien ambassadeur.

### ÉLIE BARNAVI, CONVAINCANT

Au cours de ces deux années terribles, Israël a tenu moralement alors que son adversaire avait spéculé sur un effondrement

Barnavi est convaincant quand il pose, sans concessions à son interlocuteur tortueux, qu'Arafat a bien voulu la violence : **"En fait, il a espéré nous briser (... ) il a cru, jusqu'au dernier moment que la violence pouvait le servir (... ) Il l'a prise [l'Intifada] en marche,**

**orchestrée, financée...**". L'ambassadeur israélien a tout à fait raison de pointer ici qu'Arafat n'a pas voulu assurer à l'Autorité Palestinienne " **le monopole de la force légitime** " - c'est la définition même de l'État - Il lui a substitué **"douze milices différentes...Pour qu'elles se neutralisent"**, ouvrant la voie à toutes les manipulations entre terroristes des diverses obédiences.

Mieux encore, à l'heure du bilan, Barnavi dit avec raison : **" Ne vous y trompez pas, cette guerre nous l'avons gagnée...militairement, bien sur, mais surtout nous l'avons gagnée moralement... "**. Il est sur qu'au cours de ces deux années terribles, Israël a tenu moralement alors que son adversaire avait spéculé sur un effondrement : il est non moins sur qu'il a obtenu, grâce à l'habileté du premier ministre, une position militaire plus que favorable. Reste à gérer l'épisode irakien à venir, reste surtout la sortie politico diplomatique de la guerre actuelle.

Barnavi met aussi en évidence le rôle de l'Europe, un euphémisme pour désigner la politique française, qui a contribué à aggraver la situation : **" Vous auriez pu l'empêcher [Arafat], vous les occidentaux, mais vous ne l'avez pas fait. Vous avez contribué à la désresponsabilisation d'Arafat et des Palestiniens "**. Sur l'alliance désormais exclusive entre Israël et les E-U, **" C'est vous, européens, qui êtes responsables de cette situation. Vous nous avez laissés seuls avec les États-Unis... "**.

Tout cela est rigoureusement fondé. Hélas, au même moment, ces analyses sont obscurcies par des considérations plus subjectives, d'où la politique politicienne israélienne ne semble pas absente.

### ÉLIE BARNAVI, NAVRANT

Il faut dit Barnavi " **considérer le gouvernement de Sharon comme un cabinet de guerre ... qui a réussi le**

Si on ne trouve pas dans le domaine public, un plan Sharon détaillé, millimétré, c'est pour une raison que n'importe quel étudiant de première année de sciences politiques connaît bien.

**volet militaire...Ce que l'on peut reprocher à Sharon, c'est de manquer d'horizon politique "**. Et il précise, étendant sa critique, rien moins, à tous les gouvernements d'Israël depuis 1967 : **" Si on avait dit: "Voilà les frontières vers lesquelles nous tendons, voilà l'objectif stratégique de notre combat, voilà les liens que nous**

**voulons finir par obtenir avec les Palestiniens", tout aurait été différent "**. L'argumentation de l'absence de perspectives politiques de Sharon revient souvent : elle nous paraît particulièrement erronée et une synthèse sera très bientôt présentée sur cette question dans cette lettre.

Élie Barnavi oublie les nombreuses communications où Ariel Sharon expose les principes et les contraintes d'un futur règlement. Si on ne trouve pas dans le domaine public, un plan Sharon détaillé, millimétré, c'est pour une raison que n'importe quel étudiant de première année de sciences politiques connaît bien. Si dans une négociation, on expose ses objectifs détaillés et les concessions que l'on est prêt à consentir, et bien ces dites concessions deviennent le point de départ des négociations et il faut céder beaucoup plus.

De fait Sharon s'est trouvé d'abord face à un défi militaire assorti d'injonctions à capituler : on exigeait qu'Israël négocie sous le feu. Il fallait opposer une réponse militaire, convaincre l'adversaire par les armes qu'il ne pourrait rien obtenir par la violence, établir et faire reconnaître le rapport des forces. Sharon l'a réalisé de façon à la fois habile et ferme, modérée mais efficace. Cette phase est en train d'aboutir.

La seconde phase, celle de la négociation reposera sur des principes déjà édictés par Sharon pour qui veut bien l'entendre : la recherche pour Israël de frontières défendables ("sures et reconnues" selon la résolution 242 du Conseil de Sécurité), la démillitarisation du futur éventuel État palestinien, l'encadrement de ses alliances et la non rétrocession de nouveaux lieux saints du judaïsme. N'est-ce pas clair ? Élie Barnavi n'est-il pas très bien placé pour disposer de cette information élémentaire ? Pourquoi imputer alors à Ariel Sharon une cécité politique dont il est loin de faire preuve ?

Peut-on admettre, quand on a un tant soit peu suivi l'actualité des dernières années et les efforts de Ehoud Barak pour trouver une solution pacifique, avec la Syrie d'abord et l'Autorité Palestinienne ensuite, qu'un ambassadeur d'Israël déclare : **" Je comprends très bien qu'Arafat ait considéré que les accords de Camp David n'étaient pas suffisants. A sa place, je ne les aurais pas signés. "** ? Surtout quand il se contredit quel-

(Suite page 6)

(Suite de la page 5)

ques instants plus tard. Il répond à son vis à vis qui reprochait qu'on " ne lui [Arafat] ait rien donné de solide " : "On lui a offert un État...Ben Gourion aurait sauté dessus ! Ce qu'on avait offert à Ben Gourion était infiniment moins que ce qu'a eu Arafat...C'est ça un homme d'État. ". Élie Barnavi ne brille visiblement pas par la cohérence de son propos. C'est dommageable pour son pays dont il affaiblit ainsi la position et, pire encore, c'est faux. Les propositions de Camp David étaient inespérées pour les Palestiniens. On peut gager que le règlement définitif leur sera moins favorable. D'ailleurs de nombreux palestiniens (dont les membres dirigeants de l'Autorité Palestinienne comme Nabil Amr, Jibril Rajoub, Ahmed Qureia, et même Abou Mazen) ont plutôt tendance aujourd'hui à regretter ouvertement le refus de Camp David. Arafat lui-même aurait exprimé un tel regret selon Haaretz. On comprend difficilement comment un ambassadeur israélien peut faire de la surenchère sur des acteurs éminents de l'A.P.

A la question de Jean Daniel : " Comment expliquez-

vous que jamais aucun parti israélien n'ait accepté le renoncement aux colonies? ", Élie Barnavi répond " **par faiblesse politique interne** ". Oubliée la démarche de Barak à Camp David et à Taba, rayés les Travailleurs et le Meretz. À la trappe, la demande de règlement de Lévy Eshkol dès le mois de Juin 1967 et le front du refus de septembre de la même année.

La faiblesse de l'ambassadeur, un historien éminent, un universitaire reconnu en Occident, a quelque chose de navrant. Pire encore, elle oblige à s'interroger sur la démocratie israélienne. Avoir un point de vue, désirer le faire connaître, rechercher des places et y avoir un droit légitime, n'exonère pas un citoyen du respect des institutions et des fonctions de l'État. A fortiori un ambassadeur. Qu'il se permette d'exprimer, pour un public étranger, sa façon de voir ou qu'il cherche à s'ouvrir des horizons politiques, ne pas prendre en compte les dommages qu'il peut ainsi causer à son pays en guerre, comme à la simple vérité historique, c'est une pratique infantile de la démocratie, ce n'est pas de la démocratie.

▼ **VOUS DÉSIREZ RECEVOIR LA LETTRE DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ**

Il faut pour cela devenir Ami du Collectif Paix et Vérité:

**Ce statut s'acquiert moyennant une cotisation de  
10 EURO à ADRESSER PAR CHÈQUE BANCAIRE OU POSTAL  
À L'ORDRE DE COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ.  
Il donne droit à recevoir tous les numéros de la lettre pendant un an.  
Cotisations de soutien à 25 , 50 , 100 et 200 Euro.**

♥ **VOUS DÉSIREZ ÊTRE INFORMÉ(E) DES ACTIVITÉS ET DES PUBLICATIONS DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ**

*Dans les deux cas vous voudrez bien remplir le coupon ci-dessous  
et l'adresser au :*

**COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ.  
BP 42 13266 MARSEILLE CEDEX 08**

Nom: .....

Prénom: .....

Adresse: .....

Ville: ..... Code Postal .....

Pays: .....

Mentions complémentaires qui faciliteraient les contacts:

Téléphone: .....

Adresse e-mail: .....

**Collectif Paix et Vérité**  
BP 42 13266 Marseille cedex 08  
paixetverite@online.fr

## L'horizon politique d'Israël selon Ariel Sharon

On reproche à Ariel Sharon de ne croire qu'à la force, à la politique « sécuritaire » et de mépriser la négociation politique

Si il est un sujet pour lequel le brouillage de l'information est massif, c'est celui de la vision d'Ariel Sharon sur la situation et ses intentions à moyen terme .

Entre les autocrates arabes qui l'exècrent (c'est un des hommes d'État contemporains qui leur a infligé leurs plus cuisantes défaites), la caste politico médiatique européenne prosternée devant ce qu'elle croit être l'Islam de notre époque, et les obsessionnels irréductibles de la gauche israélienne, la convergence est totale.

Schématiquement, on reproche à Ariel Sharon :

1 – de ne croire qu'à la force, à la politique « sécuritaire » et de mépriser la négociation politique ou la diplomatie ;

2 – de refuser toute concession territoriale, de tout faire pour qu'un État palestinien ne puisse jamais émerger ;

3 – de vouloir détruire l'Autorité Palestinienne et toute autre représentation politique des palestiniens pour lever à tout jamais l'hypothèque d'un État palestinien ;

Sur chacun de ces points il est bon de donner la parole à l'intéressé pour approcher réellement son analyse et ses conclusions.

### 1 – Ariel Sharon et l'utilisation de la force

L'élection d'Ariel Sharon au poste de premier ministre exprimait un retournement massif de l'opinion israélienne à l'endroit du partenaire palestinien et le besoin d'une réponse adaptée aux attaques de l'Intifada. Dans son premier discours, Sharon déclare : «..le gouvernement sous ma conduite agira afin de restaurer la sécurité aux citoyens d'Israël... ». Mais il ajoute immédiatement « ...et de réaliser une paix et une stabilité véritables dans la région... Le gouvernement, sous ma direction agira en vue de l'élaboration d'accords politiques réalistes qui préserveront les intérêts vitaux et historiques d'Israël et qui reposeront sur le respect mutuel... ». (1)

Sharon dispose d'une vision de long terme : « Notre partenaire a mené une guerre de terro-

risme contre Israël depuis plus de 120 ans. D'abord sous les Turcs, ensuite des campagnes ont été menées contre nous sous le mandat britannique en 1921, 1929, 1933, 1936, 1939. Pendant toutes ces années, il y avait de la terreur. Ensuite, bien entendu, quand les Nations unies ont décidé du plan de partition, le 29 novembre 1947, le jour même, ils ont lancé une guerre... ». (2)

Jamais Sharon n'a imaginé que le conflit pourrait avoir une solution militaire. Mais toute solution implique obligatoirement que «les Arabes doivent renoncer à leur volonté d'anéantir Israël et accepter l'idée que les juifs ont le droit de vivre et d'habiter dans le pays où ils sont nés et qui est leur patrie. ». (3)

Comme ce n'est pas encore acquis, connaissant ses adversaires, Sharon met en avant l'ordre logique des phases d'un processus de paix : « Phase 1 : lutte et démantèlement, de la part des Palestiniens, de toutes les infrastructures et logistiques utilisées pour la violence et la terreur. Puis passage à la phase 2, reposant sur la coopération et l'interdépendance à partir de projets conjoints. (...). Enfin, la phase 3 aborderait la question des frontières « finales » entre Israël et les Palestiniens. » (3)

L'idée de Sharon, qui fonde d'ailleurs le plan Tenet, c'est que « l'éradication du terrorisme favorisera la mise en route du processus de paix, et pas l'inverse ». (4) On ne peut pas, sauf à capituler, parler réellement de solution si l'adversaire continue ses attaques, tel est le discours « sécuritaire » de Sharon.

### 2 – Ariel Sharon et le refus des concessions territoriales

« La création d'un état palestinien est inélectable... . Quiconque refuse de reconnaître cette réalité se voile les yeux »

... ». (2)

Il s'est prononcé aussi, à maintes reprises, pour des compromis territoriaux, pour des

Sharon a répété à l'envi : « Je ne veux pas m'éterniser à Naplouse. Je ne veux pas que mon pays soit mobilisé éternellement pour rester à Naplouse, Jenine et Ramallah,

(Suite page 8)

(Suite de la page 7)

« compromis douloureux ». Son fils Omri qui l'a représenté un temps auprès d'Arafat, déclare avec irritation « La création d'un état palestinien est inéluctable...Quiconque refuse de reconnaître cette réalité se voile les yeux ». (5)

Mais les concessions et les compromis de Sharon sont toujours assortis du martèlement d'une idée : si les compromis territoriaux sont possibles, il n'y aura jamais de compromis sur la sécurité. Israël acceptera de placer sous juridiction palestinienne des territoires mais il n'est pas question qu'il en découle des risques terroristes ou militaires pour les citoyens israéliens.

Cependant, pour Sharon, les compromis territoriaux ne signifient pas le retour sur les lignes de 1967. Sharon s'appuie sur la résolution 242 du Conseil de Sécurité de l'ONU, résolution cardinale qui dispose qu'Israël a droit à des frontières « *sures et reconnues* », et qu'elle devra procéder à l'évacuation « de territoires occupés » et non comme dans la version française qui ne fait pas loi « des territoires occupés », c'est à dire de tous les territoires.

Pour démontrer que les lignes de 1967 ne peuvent être une frontière « sure et reconnue », Sharon évoque la guerre de 1967 : « Le long des montagnes de Cisjordanie, occupée par les Jordaniens, avaient été déployées des unités de blindés et d'infanterie, prêtes à couper l'étroite plaine côtière d'Israël dont la largeur, à Netanyahu, dépassait tout juste la douzaine de kilomètres. Un tiers de l'armée irakienne était en train de traverser le territoire jordanien, prêt à se joindre à la coalition contre Israël... ». (4)

En d'autres termes, une plaine de côtière de 14 kilomètres à partir de laquelle on pourrait couper le pays en deux, ce n'est pas une frontière « sure ». Sharon conclut : « Israël ne reviendra pas aux frontières fragiles de l'armistice de 1967, ne redivisera pas Jérusalem, ne cédera pas sur son droit à des frontières sûres reconnu par la résolution 242 ». (4)

### 3 – Ariel Sharon et la destruction de l'Autorité Palestinienne

« L'autre problème crucial concerne la mainmise de Yasser Arafat sur l'ensemble des finances palestiniennes. Là encore, il doit en être écarté. »

Le constat de Sharon, bientôt partagé par la Maison Blanche, et, aujourd'hui, de façon feutrée par un grand nombre d'États européens, c'est qu'Arafat et plus géné-

ralement l'Autorité Palestinienne dans sa version actuelle, sont loin d'avoir fait la preuve de la compétence, de la probité et des dispositions voulues pour être les partenaires d'une paix solide.

Sharon exige donc, non le démantèlement de l'Autorité Palestinienne, mais sa réforme : « ... cela exige de la part des Palestiniens de réelles réformes...dans plusieurs domaines, et les plus importants devraient concerner les services de sécurité et le domaine des finances. » (3)

La réforme de la sécurité d'abord : « Les Américains ont sur ces sujets une position très claires : l'organisation en matière de sécurité ne doit plus dépendre d'Arafat. Aussi longtemps qu'il contrôlera plus d'une dizaine d'organisations qui sont autant de vecteurs de la terreur, rien ne changera. Les services de sécurité devront être ramenés à trois sous l'autorité d'un seul responsable et placés sous l'autorité de leur ministre de l'Intérieur » (3) ;

Reste la réforme des finances : « L'autre problème crucial concerne la mainmise de Yasser Arafat sur l'ensemble des finances palestiniennes. Là encore, il doit en être écarté. Il contrôle les finances des organisations terroristes. » (3)

Réformer la représentation palestinienne pour la rapprocher des normes juridiques et organisationnelles des États modernes, retirer l'exercice du pouvoir à un dirigeant sénescent et corrompu, n'est-ce pas plutôt renforcer la représentation du peuple palestinien que la démanteler ? Ne peut-on pas attendre davantage d'une Autorité soustraite à ses démons que des équipes qui ont fait la preuve désastreuse de leur incapacité et de leur bellicisme ?

La démonisation de Sharon ne repose on le voit, sur aucune argumentation sérieuse. Sa démarche est claire, intelligible. C'est celle d'un homme expérimenté extraordinairement attaché aux intérêts de sa nation et de son peuple, et qui associe remarquablement la fermeté et la modération.

#### Notes

- (1) Discours du 7 février 2001
- (2) Interview du 27 septembre 2002 au Jérusalem Post
- (3) Interview au journal Le Point du 23/08/2002
- (4) Interview au New York Times 9 Juin 2002
- (5) Interview à Maariv 16 Mai 2002



## LES DIRIGEANTS PALESTINIENS DE L'INTIFADA FONT PLUTÔT SAUTER LES ENFANTS DES AUTRES

**Le père de l'auteur d'un attentat suicide :  
« Que les chefs du Hamas et du Djihad islamique envoient donc leurs propres fils ! »**

*Dans une lettre au directeur du quotidien arabe Al-Hayat, édité à Londres, (1) Abou Saber, père d'un jeune Palestinien responsable d'un attentat-suicide dans une ville israélienne, écrit :*

« Je ne peux trouver de meilleurs termes pour commencer ma lettre que ceux d'Allah, dans son précieux livre [le Coran] : 'Agissez pour Allah, et que vos propres mains ne vous projettent pas dans la destruction'. (2) Je rédige cette lettre avec un cœur qui dépérit et des yeux qui ne cessent de verser des larmes. Nous devons, aujourd'hui plus que jamais, obéir à ce verset coranique, agir pour Allah et éviter de commettre des actes qui nous poussent à la destruction. »

### **Des amis ont persuadé mon fils de se faire sauter, et maintenant ils s'en prennent à son frère**

« Il y a quatre mois, j'ai perdu mon fils aîné, après que ses amis l'eurent tenté de suivre le chemin de la mort. Ils l'ont persuadé de se faire sauter dans une ville israélienne. Quand le corps pur de mon fils s'est éparpillé en morceaux, les derniers signes de vie se sont aussi éteints en moi, en même temps que tout espoir et toute volonté d'exister. Depuis ce jour, je suis comme un spectre déambulant, et je ne parle même pas du déplacement que moi, ma femme, mes autres fils et filles avons subi après que notre domicile eut été rasé.

Mais le comble a été d'apprendre que les amis de mon fils aîné, le martyr, ont entrepris de se draper comme des serpents pour entourer mon autre fils, qui n'a pas 17 ans, et l'inciter à suivre le même chemin que son frère, à exploser pour venger ce dernier, lui expliquant qu'il n'a 'rien à perdre'.

Du sang de mon cœur blessé de père qui a perdu ce qu'il avait de plus cher au monde, j'interpelle les dirigeants des factions palestiniennes, et à leur tête les chefs du Hamas, du Djihad islamique et leurs cheiks, qui se servent des préceptes religieux pour pousser un nombre toujours croissant de fils de la Palestine à la mort – tout en sachant pertinemment qu'envoyer des jeunes gens se faire sauter en plein cœur d'Israël ne décourage pas l'ennemi, ni ne libère la terre. Au contraire, cela intensifie l'agression ; après chaque opération de ce style, des civils sont tués, des habitations rasées, des villes et des villages palestiniens réoccupés. »

### **Qui leur a permis d'envoyer nos enfants à la mort ?**

« Après quoi, les chefs et les porte-parole font des apparitions médiatiques pour menacer l'ennemi d'une vengeance plus terrible encore... Et ils exhortent d'autres jeunes gens à mourir.

Je demande, en mon nom et au nom de tous les pères et mères qui ont appris que leurs fils s'étaient fait sauter : de quel droit ces chefs envoient-ils les jeunes, y compris des garçons dans leur prime jeunesse, à la mort ? Qui leur a accordé une quelconque légitimité, religieuse ou autre, leur permettant d'inciter nos enfants à mourir ? »

### **La mort, non le martyr**

« Oui, j'appelle cela 'la mort', et non 'le martyr'. Modifier et embellir le terme, ou accorder quelques milliers de dollars à la famille du jeune homme qui s'en est allé pour ne jamais revenir, n'atténue pas la force du coup, ni n'altère une fin irrévocable. L'argent accordé aux familles fait plus de mal que de bien : il leur donne le sentiment qu'on les récompense [d'avoir perdu] leurs enfants.

La vie des enfants a-t-elle un prix ? La mort est-elle devenue l'unique moyen de recouvrer ses droits et libérer la terre ? Si la réponse est 'oui', pourquoi pas un seul de tous ces cheiks, qui rivalisent en décrets religieux enflammés, n'envoie-t-il son fils ? Pourquoi aucun de ces chefs, lesquels ne peuvent s'empêcher de manifester leur euphorie et d'entrer en extase sur les chaînes satellite à chaque fois qu'un jeune Palestinien, homme ou femme, part se faire sauter, n'envoie-t-il pas son propre fils ? Pourquoi, jusqu'à ce jour, pas un seul de leurs fils ou filles... ne s'est-il ceinturé d'explosifs pour aller mettre en pratique... l'enseignement que leurs pères prêchent du matin au soir ?

Le Djihad, le martyre, la mort inutile sont-ils le domaine réservé d'un seul secteur [de population] ? Est-ce que ce qui s'applique aux fils et aux filles du commun des mortels ne s'applique pas aussi aux fils et filles [des leaders] ? Encore combien de temps ce peuple résistant devra-t-il payer le prix de cette politique stupide qui s'est avérée être un échec colossal en ce qu'elle n'a pas même permis de retrouver une infime partie des droits palestiniens usurpés ? »

### **Sitôt l'Intifada déclarée, les chefs ont envoyé leurs fils à l'étranger**

« Mais ce qui, plus que tout, déchire l'âme, blesse le cœur et embue les yeux de larmes, c'est la vue de ces cheiks et chefs qui font ce qu'il faut pour épargner leurs fils – comme Mahmoud Al-Zahar, Ismaïl Abou Shanab, et Zabd El-Aziz Al-Rantisi. Sitôt l'Intifada déclarée, Al-Zahar a envoyé son fils Khaled en Amérique ; Abou Shanab a envoyé le sien en Grande-Bretagne, et [comme elle le révèle dans la presse], la femme de Rantisi n'a pas voulu encourager son fils Mohammed à aller se faire sauter. Au lieu de quoi, elle l'a envoyé terminer ses études en Irak. »

- (1) *Al-Hayat* (Londres), le 1<sup>er</sup> octobre 2002
- (2) Le Coran, 2 : 195

Traduction Memri : <http://www.memri.org>

## L'INTIFADA, UN CONFLIT ALIMENTÉ PAR LE MONDE ARABO-MUSULMAN

On a longtemps admis, que le conflit impliquant Israël au Proche Orient a d'abord été un conflit israélo-arabe, scandé par les guerres successives des coalitions arabes contre Israël. Les plus célèbres de ces coalitions furent celle de 1948 ou cinq armées arabes engagèrent de concert les hostilités contre le très jeune État Juif et la coalition de 1967 fondée sur l'alliance égypto-syrienne. La signature des traités de paix avec l'Égypte puis avec la Jordanie, l'effacement de l'Irak brisée par la guerre du Golfe et l'embargo donnèrent à penser que le conflit avait fondamentalement évolué. D'un conflit entre une bonne partie de l'immense monde arabe (Goliath) et le petit Israël (David) on passait désormais à l'ère d'un conflit entre une puissance militaire régionale, Israël, (nouveau Goliath) et un peuple démuné de ressources, les palestiniens (nouveau David). Le conflit israélo-palestinien prenait la place du conflit israélo-arabe.

Il ne pouvait pas échapper aux observateurs un peu avertis de la situation que de nombreux pays arabomusulmans étaient très intéressés par le pourrissement durable de la situation au Proche Orient. L'Arabie Saoudite d'abord (elle finance le Hamas et le Jihad Islamique) qui ne peut imaginer qu'un arpent de la Oumma puisse échapper à la domination éternelle de l'Islam. L'Iran, qui trouve ainsi de moyen d'étendre ou de conserver son influence à l'Ouest, vers le Liban et la Syrie. L'Irak, que l'entretien de la haine de la rue arabe contre le « petit » Satan soutenu par le « grand Satan » préserve un peu des foudres américaines. La Syrie, comme l'Égypte dont les régimes incompetents sont incapables de résoudre les problèmes sociaux et qui ne conservent une existence qu'en détournant vers le mythe d'un Israël pourfendeur de l'Islam, les immenses frustrations de leurs peuples.

Les dirigeants au pouvoir d'un monde arabo-musulman, régressif et attardé ont besoin d'un « méchant » Israël pour préserver leurs apanages, leurs rentes et leur pouvoir contre leurs propres populations.

Des documents d'origine israélienne récemment publiés par Le Figaro, illustrent l'intervention active de plusieurs pays, ici l'Iran et la Syrie, dans l'alimentation du terrorisme anti israélien.

Ces interventions prennent trois formes :

- ◆ le financement des opérations agressives, la dotation en armements ;
- ◆ l'entraînement des terroristes sur dans des bases syriennes ;
- ◆ l'entretien de tensions armées aux frontières Nord d'Israël.

On trouvera ci-dessous des extraits de ces révélations :

### 1 – GÉNÉRALITÉS SUR L'INTERVENTION DE L'IRAN ET DE LA SYRIE DANS L'INTIFADA

« L'Iran et la Syrie, définis par le Département d'État américain comme des États soutenant le terrorisme, ont pour stratégie d'attiser les violences de l'Intifada. Leurs objectifs sont les suivants : renforcer, au Proche-Orient, l'axe radical irano-syrien ; affaiblir Israël en suscitant des fractures dans la société et en portant des coups à son économie ; renforcer, dans l'Autorité palestinienne, les éléments islamiques les plus radicaux ; saboter toute chance d'un accord israélo-palestinien.

Il est faux que ce camp du refus soit en désaccord avec

Yasser Arafat. Au contraire, tout au long de l'intifada, les Iraniens ont mené une double action : une aide directe à l'Autorité palestinienne (les armes du navire *Karine-A* par exemple) ; une aide indirecte au Fatah et aux Brigades des martyrs d'al-Aqsa qui sont contrôlés par Arafat.

L'Iran et la Syrie nient le caractère militaire de l'aide qu'ils apportent à des organisations que les États-Unis et la communauté internationale qualifient de terroristes. Mais les interrogatoires des militants capturés par l'armée israélienne pendant l'opération « Bouclier défensif » et les documents saisis dans les bureaux de l'Autorité palestinienne prouvent sans ambiguïté que l'action de Téhéran et de Damas ne se limite pas à un soutien politique ou à une assistance humanitaire.

Trois catégories d'organisations terroristes dépendent de l'Iran et de la Syrie :

- 1) les organisations islamistes radicales : Hamas et Jihad islamique ;
- 2) les organisations palestiniennes de gauche : le FPLP-CG d'Ahmed Jibril, le Front de libération de Hawatmeh, le FPLP de Habache, le Fatah-Abou Moussa, la faction extrémiste du Front de lutte populaire ;
- 3) les organisations terroristes opérant à partir du Liban : le Hezbollah, organisation armée des chiites libanais, et les Bataillons du 13 septembre noir, une dissidence du Fatah qui est dirigée par Mounir al-Maqdah.

L'Iran et la Syrie ont pour principaux sous-traitants le Jihad islamique ; le Hamas et sa branche armée Az al-Din al-Qassam ; le FPLP-CG d'Ahmed Jibril. Ces trois mouvements sont définis par les États-Unis comme des organisations terroristes. Le Jihad islamique et la branche armée du Hamas sont aussi qualifiés de terroristes par l'Union européenne.

Les deux pays se partagent les tâches. L'Iran fournit l'idéologie islamiste radicale, de gros moyens financiers et des armes, comme l'a montré l'affaire du *Karine-A*. L'Iran met aussi au service de l'intifada les organisations islamistes palestiniennes et le Hezbollah libanais.

La contribution de la Syrie n'est pas moins variée : le gouvernement de Damas permet l'utilisation de son territoire comme base arrière, et, dans le même but, il met le territoire libanais au service de l'Autorité palestinienne. »

### 2 - ACTIVITÉS TERRORISTES DANS LE SECTEUR DE JÉNINE

« Ali al-Sa'adi, quarante ans, et Thabet Mardawi, vingt-six ans, étaient les responsables les plus élevés du réseau du Jihad islamique dans la région de Jénine. Tous deux ont avoué leur participation à de multiples attentats.

Ils étaient en contact permanent avec le docteur Ramadan Chalah, secrétaire général du Jihad islamique, qui est installé à Damas. Connu pour avoir publiquement revendiqué l'attentat suicide de Megiddo, qui tua dix-huit Israéliens le 5 juin 2002, le docteur Ramadan a dit : « *Le Jihad islamique est un fruit produit par le bel arbre de notre chef Khomeyni.* »

Al-Sa'adi (Saffouri de son nom de guerre) a reconnu  
(Suite page 11)

(Suite de la page 10)

qu'en novembre 2001 ses chefs de Damas l'avaient autorisé à organiser une opération terroriste associant le Djihad islamique et le Fatah de Yasser Arafat.

Après les attaques du 11 septembre, Mardawi raconte que Ramadam Chalah a reçu ordre de renoncer aux attentats pour éviter toute apparence de parallèle entre le Djihad et Al Qaida. Précision du document : « *Il est possible, note l'analyste israélien des documents confisqués, que cette suspension des attaques ait été décidée par les autorités syriennes (peut-être en coordination avec l'Iran).* »

### 3- LES OUTILS FINANCIERS DU TERRORISME

Grâce à leurs énormes ressources pétrolières, les Iraniens donnent beaucoup d'argent.

Document du 10 décembre 2000 : ce rapport du GIA indique que les Bataillons al-Qassam sont mécontents d'avoir reçu « seulement » 400 000 dollars depuis le début de l'intifada. Les Iraniens ont pourtant remis un chèque de 700 000 dollars aux différents mouvements de l'opposition anti-Arafat, et cela afin d'encourager les attaques contre des cibles israéliennes.

La Syrie, dont les ressources financières n'ont rien de comparable à celles de l'Iran, ne fournit pas d'aide financière directe aux organisations terroristes. Mais elle leur permet d'utiliser le système bancaire syrien pour effectuer des virements vers les Territoires palestiniens. Les autorités syriennes peuvent ainsi surveiller les mouvements de fonds.

Cet argent encourage toutes les organisations à frapper, y compris les Brigades du martyr du Fatah, qui, pourtant fidèles à Arafat, reçoivent indirectement de l'argent iranien.

#### L'argent du Djihad de Jénine

Depuis la Syrie, le Djihad a viré de l'argent sur les comptes de Thabet Mardawi et de Safouri, chefs de l'organisation islamiste pour la région de Jénine. Comme toujours, l'argent transita par l'Arab Bank. Les documents capturés révèlent que les Saoudiens ont aussi fait appel à cette banque pour payer les pensions versées aux familles des Palestiniens tombés dans l'intifada, y compris les kamikazes. Safouri a expliqué que chaque groupe opérationnel du Djihad disposait de son propre compte bancaire. Le montant des virements dépendait des besoins opérationnels.

Tout cet argent a permis au Djihad de s'imposer à Jénine comme la première des organisations terroristes. Au point que la ville a été surnommée la « capitale des kamikazes ».

Selon un autre document du GIA, cet argent a permis au Djihad de financer des attaques du Fatah pour la plus grande humiliation des Brigades des martyrs du Fatah, qui ont toujours manqué de moyens. L'argent du Djihad a aussi aidé les familles des morts du Fatah, permis de verser des pots-de-vin pour recruter des agents doubles au sein des services de renseignement palestiniens, convaincu les Brigades des martyrs du Fatah de participer à des opérations communes, notamment l'attentat suicide d'Afoula.

### 4 - FORMATION DES TERRORISTES EN SYRIE ET AU LIBAN

Mouhammad Abd al-Malk, de Sourif, rejoint en mai 2001 les rangs du Hamas bien décidé à être candidat pour un attentat suicide. Expédié en Syrie, il se retrouve dans un camp du FPLP-CG. Il y fait ses classes : tir à balles réelles, utilisation des explosifs. Ensuite, on le renvoie chez lui, en passant par l'Arabie saoudite pour camoufler son séjour en Syrie.

En juillet 2001, Majdi Sadeq Tabesh est formé au maniement des explosifs dans le camp de réfugiés d'al-Yarmoukh, puis dans un camp de l'armée syrienne à Hourayj, près de Damas. Il est initié aux mèches réglées sur trente minutes et, avec un téléphone portable, au déclenchement à distance des bombes.

Hussein Zagahal, originaire d'un village près de Jénine, et engagé par le Hamas, a été envoyé à Damas en août 1998. Etudiant dans un programme de doctorat en recherche islamique, il reçut parallèlement une formation militaire qui, six semaines durant, l'occupa trois jours par semaine dans une base de l'armée syrienne se trouvant à quarante minutes de Damas. C'est là qu'il apprit à se servir du missile Law.

### 5 – FOURNITURE D'ARMES

Les armes iraniennes du *Karine-A*

Pour aggraver l'intifada, Téhéran a délibérément cherché à fournir des armes sophistiquées à l'Autorité palestinienne. C'est l'explication de l'affaire du *Karine-A*. Les interrogatoires de l'équipage ont démontré que l'Iran était directement impliqué. Le commandant du bateau, Omar Akawi, a expliqué que, pour faciliter le débarquement des armes, celles-ci avaient été emballées dans des conteneurs submersibles spécialement fabriqués en Iran. L'équipage a déclaré que le bateau était arrivé près des côtes iraniennes, non loin de l'île de Kish, le 9 décembre 2001.

L'arsenal du *Karine-A* représentait un véritable saut qualitatif. Ainsi pour les obus de 107 et de 122 millimètres avec leurs tubes de lancement : ces armes ayant une portée de 20 kilomètres, la plupart des grandes villes israéliennes auraient pu être frappées. Les missiles antichars et les mortiers de 120 millimètres auraient été particulièrement efficaces contre l'armée israélienne. Si ces armes étaient parvenues dans les Territoires palestiniens, les Brigades des martyrs du Fatah auraient pu établir, aux dépens d'Israël, un équilibre de la terreur similaire à celui qui avait fini par s'imposer au Liban.

Un certain nombre de ces armes ont été fabriquées en Iran en 2001. Notamment les missiles antichars PG 7 Tandem et PG 7 Nader, les missiles antichars YM 3 et les mines antipersonnel YM 1. Pour empêcher l'identification du fabricant, les inscriptions sur les armes avaient été changées, et les numéros d'immatriculation effacés. Nous estimons la valeur de la cargaison du *Karine-A* à 2 millions de dollars. Les interrogatoires ont révélé que les fonds pour acheter les armes et le bateau avaient été fournis par le Hezbollah. Ce mouvement libanais n'ayant pas de ressources, il est évident que c'est l'Iran qui a donné l'argent.

**Extrait de l'Iran et la Syrie, bases arrières de l'Intifada**  
©Le Figaro 30 septembre 2002

## LE PROJET DU COLLECTIF PAIX ET VÉRITÉ

A) A l'issue de la paix avortée de Camp David, à l'été 2000, le conflit israélo-arabe (dans lequel s'inscrit le conflit israélo-palestinien) est entré dans une phase militaire larvée avec le déclenchement d'une offensive féroce, l'Intifada Al Aqsa. La démocratie jeune, féconde mais vulnérable qu'est Israël a été frappée par des phalanges palestiniennes, orchestrées par l'Autorité palestinienne et son chef Arafat. Ces factions sont armées, financées, entraînées et fanatisées par les régimes les plus obscurantistes de la planète. Il s'agit des wahhabites d'Arabie, du clan Assad de Syrie, des ayatollahs d'Iran et last but not least, des baasistes de Bagdad.;

B) Devant l'agression manifeste d'une démocratie qui venait de consentir, à Camp David puis à Tabba, de remarquables efforts pour laisser sa chance à la paix, devant la férocité des moyens (ciblage systématique et aveugle des civils, éducation de la jeunesse à la haine, utilisation des préceptes archaïques qui promettent le Paradis et 70 vierges à des adolescents poussés au meurtre-suicide), devant la connexion évidente des commanditaires de l'Intifada avec le terrorisme international qui porte le Jihad au cœur des métropoles occidentales, on aurait pu penser que la France, ses autorités, son opinion et ses médias n'auraient aucun mal à choisir leurs engagements. Tout au contraire, la prise de parti en faveur des agresseurs palestino-arabes, qui confine à l'aveuglement obsessionnel dans le milieu politico-médiatique et chez les intellectuels post-staliniens, a été le prétexte d'incessantes campagnes à la télévision, à la radio et dans la presse qui ont fait émerger, dans notre pays, de nouvelles formes de judéophobie sur le socle immonde de l'antisémitisme traditionnel ;

C) Les campagnes anti israéliennes des médias ne sont pas indépendantes des positions politiques officielles en faveur des mots d'ordres arabes et palestiniens. Le parti a été pris depuis de nombreuses années, sous la rubrique de la politique arabe de la

France, de soutenir, sur les plans diplomatique, économique, financier et médiatique les détenteurs du pouvoir dans l'Autorité palestinienne. Cette politique est menée au mépris des valeurs fondamentales de toute démocratie, donc au mépris des valeurs de la France. Ces valeurs consistent d'abord à soutenir à l'étranger, les forces démocratiques et non le totalitarisme à coloration religieuse, les droits de l'homme et non le fanatisme, la liberté et non les formes moyenâgeuses de l'oppression. Au lieu de mener une politique d'apaisement ou une politique équilibrée entre les protagonistes du conflit, la France a plus souvent joué un rôle de boute-feu en offrant son appui inconditionnel au leadership d'Arafat qui combine la corruption extrême, la dictature, l'incompétence avérée, le népotisme et la compromission avec le terrorisme ;

D) La vague d'actes d'antisémitisme sans égale dans le monde occidental qu'a connu la France ces derniers mois au détriment de son image dans le monde, actes qui se poursuivent de façon sporadique, n'est pas dissociable :

- ♦ de l'implication des autorités de l'État français, favorables à l'Arafat, contre l'État démocratique d'Israël ;
- ♦ de la propagande martelée quotidiennement dans les médias ;
- ♦ de la longue tolérance pratiquée à l'endroit des menées de courants antijuifs néo islamistes et de moins en moins minoritaires dans l'immigration arabo-musulmane.

E) Il est donc illusoire de vouloir mener aujourd'hui en France le combat contre le racisme et l'antisémitisme, sans le lier consubstantiellement au combat contre l'antisionisme et pour une politique équilibrée de la France au Proche Orient. Le combat contre le racisme, contre l'antisémitisme et pour la paix au Proche Orient sont indissociables entre eux et indissociables du soutien au combat de l'État d'Israël contre ses ennemis palestino-islamistes.

F) Dans ce contexte, les objectifs du Collectif Paix et Vérité se déclinent en sept points :

1. Engager la lutte des idées pour la vérité sur le conflit du Proche Orient, pour une connaissance objective des véritables positions et des attentes des parties en présence ;
2. Dénoncer les menées antisémites dans notre pays, les manifestations de la judéophobie, comme les autres manifestations du racisme ;
3. Mettre un terme à la tolérance parfois manifestée dans le passé devant les transgressions de la loi quand elles étaient le fait de citoyens issus de l'immigration ;
4. Dénoncer les campagnes médiatiques anti-israéliennes et la désinformation ; obtenir le respect des normes déontologiques dans le champ médiatique sur les questions du Proche Orient et d'Israël ;
5. Infléchir la politique officielle française au Proche Orient dans le sens d'une approche démocratique, équilibrée et impartiale entre les parties en conflit ;
6. Faire reconnaître la communauté de valeurs éthiques et démocratiques entre notre pays et Israël et en tirer les conséquences dans les relations bilatérales des deux pays ;
7. Appuyer toutes les propositions fondées sur la recherche véritable de la paix au Proche Orient et la négociation loyale.

G) Les actions, les initiatives et les démarches du Collectif Paix et Vérité :

- ♦ sont ouvertes à toutes celles et à tous ceux qui partagent la présente analyse, sans références confessionnelles ;
- ♦ sont menées en liaison organique avec les initiatives de même orientation, initiées dans la capitale et en province ;
- ♦ sont proposées aux groupements et associations de la communauté juive et arrêtées éventuellement en commun.

**Lettre du Collectif Paix et Vérité**

BP 42 13266 Marseille Cedex 08

[paixetverite@online.fr](mailto:paixetverite@online.fr)

<http://www.objectif-info.fr>